

à la séance
du 13 janvier 1792

45

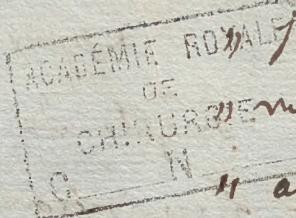
non adopté



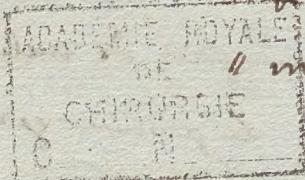
Rapport fait à l'Académie
Royale de chirurgie ~~Lapré~~
sur l'invitation du Directoire des
départemens de Seine et marine
Seine à Melun

Les Commissaires de l'Académie
nommés pour l'examen des questions
soumises à son jugement, ont analysé
les différents procès verbaux dressés
par la municipalité de Tournan,
sur un fait chirurgical, et qui lui
ont été communiqués par la par de
procureur-général syndic, par une lettre
écrite au président de l'Académie datée
de Melun le 12^{bre} dernier en ces
termes:

« Dans le courant du mois de juillet
« dernier, Monsieur, le nommé le
« jeune demeurant à Tournan, a eu
« par la chute d'une ancre de terre, la



Jambe droite fracturée. plusieurs chi-
 rurgiens ont été appelés auprès de lui
 alternativement pour le traiter, mais
 malheureux est mort dans les traite-
 mens, et le corps municipal de Louvain
 attestif à plaider la cause de l'homme
 mort, et à la sollicitation de la mère
 de l'enfant, a dressé en forme
 de plainte contre les chirurgiens dont
 l'imperitie, selon elle a causé cette
 mort, le procès verbal dont j'ai d'honneur
 de vous envoyer une copie, ainsi que
 celle de l'arrêté qui autorise en envoi
 les mandes abus d'enfant aussi prévenu
 ont des effets funestes et exigent qu'une
 administration prenne les plus sages mesu-
 res pour les prévenir. c'est dans ces vûes
 Messieurs, que le Directoire du département
 en rendant hommage aux lumières de
 votre corps que vous présides, vous prie de fournir
 à son jugement les faits et motifs de
 l'acte contenu dans le procès verbal. Le
 Rapport que vous voudrez bien lui en faire

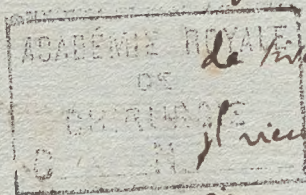


Il parvenir, qu'idera la décision que la
municipalité demande avec instance?

un examen très attentif des différents
pièces a fait connaître aux commissaires
de l'académie qu'il n'y a nullement
question de la plainte supposée faite par
la mère du fr. Lejeune, contre les
chirurgiens: il n'y a aucune partie civile
qui les accuse d'impéritie; et il est très
expressément établi dans l'extrait des
registres des délibérations de l'assemblée
directoriale du département, dans sa
séance du six décembre dernier que
c'est le fr. manene, chirurgien à Courmou-
qui pour faire disparaître la calomnie qui
lui attribue la mort dudit Lejeune, deman-
de que sa conduite soit jugée légalement
et que la municipalité intervienne auprès
des corps administratifs, pour renvoyer copie
de tous les procès verbaux à l'académie de
chirurgie de Paris, qui sera invitée à donner
son avis sur la régularité ou irrégularité
des traitements administrés audit fr. Lejeune.



C'est d'après ces motifs, et d'après le
historique de même donné le 21 Mars, et
le procureur général l'indie vici que
l'Assemblée Directoriale a arrêté le 10
dudit mois, " que les procès verbaux de la
" municipalité de Louvain seront communi-
" qués à l'Académie de chirurgie à part,
" à l'effet de reconnaître et déterminer
" si les traitements administrés au f. le jeune
" d'abord par la f. manère, ensuite par
" les f. corbin et Desfosses, ont été conformes
" aux vœux de l'art, et que l'Académie
" sera invitée à distinguer avec soin ce
" qu'elle aura trouvé de régulier ou
" d'irrégulier dans la conduite de chacun
" des chirurgiens dénommés dans les différents
" procès verbaux, pour mettre l'administration
" en état de connaître quels ont été
" les coupables d'impéritie dans les divers
" traitements et opérations enoncés aux procès
" verbaux, et si la mort du f. le jeune
" a été causée par la conduite et la négligence
" desdits chirurgiens. pour sur la
" rapport de l'Académie être statué par
" l'Administration, conformément à ce qu'il appartiendra. f.

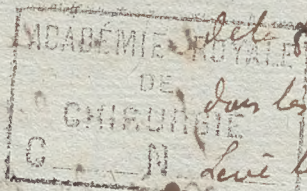


pour prononcer avec équité, il en a grappé
 la fin des différents procès verbaux dont
 il vient d'être fait mention, le veut histo-
 rique du fait chirurgical et de mettre
 dans leur ordre les circonstances par lesquelles
 j'en conviendrais de porter un jugement. ce
 travail a fait connaître aux confrères
 combien il peut être en garde contre
 des premières impressions que laisserait un
 aspect moins approfondi, et qui en
 raison par ~~la~~ l'attention
 n'apprécierait pas les imputations injurieuses,
 les suppositions, les allégations démenties de
 preuves qu'on s'en permises dans différents
 rapports où l'on n'aurait dû être guidé
 que par la bienséance de l'art, qu'on ne saurait
 et les préventions ont trop visiblement
 obscurcies.



Le nommé pierre blaise le jeune
 garçon, majeur, demeurant à Tournon
 fut renversé le 16 juillet 1791 par
 le bouleversement d'une masse de terre qui lui
 brisa la jambe droite. Le p. manant

chirurgien d'abord appelé à son secours, et fut la réduction de
 cette fracture. Le blessé fut soigné trois fois



dur les vingt quatre heures. L'appareil fut
 levé le 3^e jour à l'occasion d'un grand
 douleur: la bonne conservation de la
 partie fit croire à quelques esprits -
 qu'il n'y avait point de fracture. La
 diète prescrite par le f. manere parut
 inutile. Dès le 5^e jour même le blessé man-
 gea du pain et du fromage et but du
 vin. La digestion fut pénible, et le
 sommeil agité, Dans cette agitation, il se
 leva, se tint debout appuyé sur ses deux
 jambes et contre un mur.

L'effet de cette incontinence se manifesta
 par un gonflement inflammatoire, accompagné
 de douleurs énormes. à l'examen
 de la partie, on manere s'opposant d'une
 disposition qu'on ne peut, qu'il s'achève de
 combattre par l'administration de remèdes
 internes et externes, on se crut obligé de faire
 des saignées. L'état fâcheux du blessé -
 déterminna les parents à appeler à leur secours. Le
 Corbin ~~et~~ Joseph, chirurgien d'ordonner

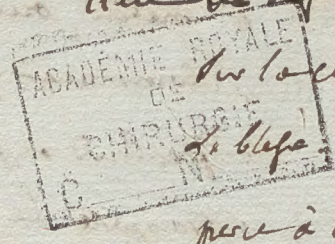
ACADEMIC *blip* 94
CHURCH *ind. train*
mar. or

de tourman qui n'a voulu visiter le
blepi qu'en présence des. manene, chir.
indigènes, qui se retirèrent après le pont
mar, et ~~ne voulant pas~~ ^{ne voulant pas} laisser le malade
à la merci entre les mains dudit p. carbon,
qui a cru devoir faire le dimanche 22
juillet devant eux. les officiers municipaux
déclaration de ce qui s'est passé, qu'il ne
détail chargé du malade que d'après les
instances de la famille, et que sur le refus
des. manene de continuer de soigner le
blepi concurremment, j'ai été assis les
desheures par le conseil, et qu'il avait reçu
les conseils des. maigman, en. et chirurgien
à bre-comte-robet. Dans cet acte devant
la municipalité, les. carbon déclare qu'il
ne vit d'autre ressource que l'aspiration.
au même instant plusieurs personnes de la
famille de blepi se sont présentées pour déclarer
qu'ils ne voulaient pour d'autre chirurgien que
celui de leur choix. et malgré cette déclaration
en. les officiers municipaux, considérant
l'avis d'un homme comme très précieux en
débilité d'appeler sur le champ en. pendant

ACADEMIE ROYALE
DE
CHIRURGIE
C N

enchis à Rozoy pour le transporter en
à l'effet d'aider de ses lumières les
fit corbin et desheques.

quoique en. pendant ait été désigné seul
pour remplir de vœu de en. l'offici-
municipal de tourner, on voit qu'il s'est
adjoint en. pour son confrère à fontenai.
L'exécution des confrères à venir pour la
part, leur ont fait connaître que sur la
route de Rozoy à tourner, fontenai se
trouve à peu près à égale distance de ces deux
lieux; et on ne peut qu'approuver que m.
pendant ait requis l'adjonction de m.
pour. car de concevoir qu'ils ont désigné
le 25 juillet un procès verbal de visite,
où ils ne se contentent pas de prononcer la
nécéssité de l'amputation qui étoit l'unique
objet de la mission d'off. pendant; mais
il y a un détail des traitements précédents
par ils n'ont été ni par les témoins,
traitements ~~qu'ils~~ l'approuvent de la
manière la plus injurieuse, et qui rompent
tout les liens de la confraternité, à donner

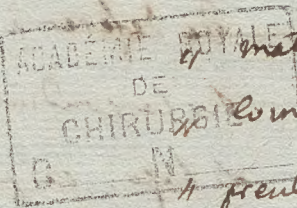


lien de référer à l'académie les jugements
sur la conduite des chirurgiens qui ont traité
de blessé. ce procès verbal où l'animosité
para à chaque phrase, fait le 25 juillet
n'a été lepsi augmenté que le 28. c'est en
certaines ^{donc} ~~que~~ les commissaires ont dû
devoir faire la remarque. il y a eu

P. J. connu en ces termes... quoique
" l'angustation soit plusieurs indiquée,
" d'homme le plus instruit ne pourrait pas
" reprendre les faits, en raison de
" désordre qui existe dans toutes les fonctions
" vitales et animales. "

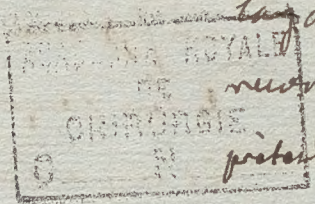


C'est le même jour 28 juillet sur la
connaissance que les p^{rs} corbin et d'athènes
avaient procédé la veille, à l'amputation
de la jambe, en l'absence des p^{rs} particuliers
et prout, même sans en prévenir aucun
membre de la municipalité, et que cette
amputation a causé une hémorrhagie
considérable, il a été délibéré " qu'attendu
" l'état dangereux du p. le jeune, et la manière
" puerile dont s'en fait l'opération s'en



matin, où se lit tout le procureur de la
commune. Il a été arrêté 1^o que messrs les
preuiliers et preuost seroient requis de se
transporter le lendemain à des aujourd'hui, si
faire se peut, auprès dudit le jeune, à l'effet
de constater son état actuel, les soins qu'il
conviendrait lui administrer, la nécessité ou
l'opportunité de l'opération faite, et si cette
opération a été faite suivant les vœux de
l'art, pour en tout dresser leur rapport ou le
dépôser au greffe de cette municipalité.
2^o qu'à la requête du procureur de la
commune, il sera fait toute poursuite et
diligences nécessaires à l'égard dudit sr. Corbin
ou de tout autre qu'il conviendra, pour
faire déposer en la maison commune de cette
ville, la jambe amputée pour servir de pièce
de comparaison et vérification entre les
rapports du sr. Corbin d'une part, et les sr.
preuost et preuiliers d'autre part.

Ce même jour dix heures de relâché en
preuiliers et preuost ont comparu devant
eux. les officiers municipaux assemblés, disant
qu'étant arrivés à Courmou à sept heures
ou demi de soir, ils se sont fait présenter



laquelle on put à laquelle j'ai
 recu une fracture complète contre une
 prétendue espèce de bois d'ass. Corlins -
 Pour les commissaires n'ont ni même trace
 Pour les procès verbaux qui ~~les~~ ont été envoyés
 à l'Académie. Les officiers municipaux ont
 requis de suite les dits p^r p^r particulier
 et p^rver de visiter la cuisse amputée
 du blessé qui étoit mort sur les 25 h
 après midi, et j'ai eu remarqué, que
 d'aliq^uat^ure faite après l'opération rien
 trouvoit nullement d'artere ouverte,
 ce qui a occasionné une hémorrhagie
 qui s'est terminée par la mort. j'ai en
 signé en cet endroit la minute.

avant que de passer à l'examen du
 procès verbal rédigé sur ces événements
 par mon p^r particulier et p^rver, l'Académie
 voudra bien observer que quel-
 que honorable que soit le zèle de la commu-
 nité de la ville de Rouen, on ne peut ni
 pas voir quelque suggestion de la part
 des gens de bien qui avoient formé





un système d'ingratitude contre la conduite
 de ses confrères. pourquoi flâner empie
 de ce que l'amputation a été faite au
 d'absence des p^r particulier et prévôts -
 chirurgiens à Dofoy. La confiance est libre
 et elle a déterminé à appeler pour cette
 opération d. p. maigraⁿ ^{ancien praticien} qui jure a
 bris contre robes. D'une très bonne réputation.
 D'ailleurs cette ville est moins éloignée de
 tournaing que celle de Dofoy, ce qui a pu
 être une raison déterminante. est-ce la
 municipalité qui se fonde à donner
 à cette opération la qualification de
ferme - une amputation de cuisse chez
 un simple particulier est-il un acte public
 auquel on ait dû appeler un maître de
 la municipalité, ou du moins les en prévenir.
 C'est par distraction qu'elle ^{aurait} requis les p^r
 particulier et prévôts de constater l'ac-
 cèsité ou l'insubilité de l'opération, puis
 que les d^x p^r dans le ~~procès-verbal~~ de
 leur 1^r rapport disent en termes exprès
 quelle ~~est~~ ^{est} absolument indiquée; en que